

CHANGER LE SYSTÈME... MAIS COMMENT?

Confiance en l'avenir:
Harald Welzer croit au
pouvoir de l'imagination **4**

Villes en transition:
le mouvement prend de
l'ampleur en Suisse **10**

Changement de stratégie?
Comment la crise climatique
frappe le secteur financier **7, 14**

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#2 2020



SOMMAIRE

CHANGER LE SYSTÈME... MAIS COMMENT?

4 « Il faut pouvoir imaginer
autre chose »

7 La Banque nationale
fait peu de cas du
dérèglement climatique

10 Le changement
commence ici

12 Le pouvoir des histoires

LES PAGES DE LA BAS

14 Toute l'actualité de la Banque
Alternative Suisse

EN PERSONNE

24 Ueli Wildberger:
« Chaque pas dans la bonne direction
a de la valeur »

Ce monde dont nous rêvons...



Les appels, plaidoyers et propositions pour le monde d'après nous inondent, alors que nous sommes encore sidéré-e-s, voire désorienté-e-s face à la crise sanitaire. Il est dès lors intéressant de s'intéresser à ce qu'elle révèle des solidarités et expériences en cours. « S'il est un autre monde,

il est dans celui-ci », affirmait Paul Éluard. Oui : un autre monde existe déjà. En Suisse, dans tous les domaines, des milliers d'alternatives fleurissent depuis plusieurs décennies. Des femmes et des hommes s'interrogent sur le mythe d'une croissance infinie et travaillent à faire émerger une économie plus proche de l'humain, plus respectueuse des équilibres écologiques. D'autres essaient de transformer les modes de production et de consommation de nos ménages, entreprises et collectivités, dans le sens d'une transition sociale et solidaire. D'autres encore jettent toutes leurs forces dans le combat démocratique, pour que chacun et chacune ait voix au chapitre de notre futur commun ou pour élire des représentant-e-s politiques qui sachent activer des dynamiques de générosité. Aucun changement de système ne sera cependant possible sans une révolution de nos imaginaires. Le récit de notre relation à la croissance, à la résilience et à la nature reste à écrire. Tout pourrait être différent, certes, mais il ne suffit pas d'y croire. Il s'agit maintenant d'investir notre énergie, notre temps et notre argent pour faire émerger totalement ce monde plus durable, plus juste et plus inclusif dont nous rêvons.

Muriel Raemy, rédactrice pour moneta

moneta #2-2020

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf),
Katrin Pilling (kp), Muriel Raemy (mr)

Rédaction en ligne Katrin Pilling

Traduction Sylvain Pichon

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta,
Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten,
téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8800 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS
sont des publicités qui nous permettent
de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres
de souscription pour des participations ou des
obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas
été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une
recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et déménagez,
veuillez communiquer votre nouvelle adresse par
écrit ou via le système d'e-banking.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares
de moneta sur moneta.ch

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la newsletter
de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter

Design.fiction: un outil au service de l'imaginaire

« 23 mai 2045, à Lausanne, Émilie choisit les fruits et les légumes dans la serre posée sur le toit de son immeuble. » Ainsi pourrait débiter l'histoire soumise aux participant-e-s des ateliers mis sur pied par *futurs proches*. Convaincue de la nécessité de créer des futurs positifs à opposer aux scénarios de l'effondrement ou aux angoisses liées à l'avenir, cette association organise des soirées d'écriture collective. À l'aide de l'approche du « design fiction », les participant-e-s explorent des contextes et personnages qui donnent vie à une transition environnementale et sociale rêvée. De nouvelles dates sont proposées sur le site *futurs-proches.com*. (mr)

Un festival et une plate-forme de films pour la Terre

Films pour la Terre, une fondation avec des sections en Suisse, en Allemagne et en Autriche, est à la fois un centre de compétences et un festival. Elle actualise un annuaire mondial de documentaires – certains payants, d'autres libres d'accès – dont le catalogue couvre seize thèmes, tous liés à l'environnement et à la durabilité: l'énergie, l'alimentation globale, l'urbanisation, entre autres. Le festival se déroule une fois par année, espérant donner des impulsions pour des changements concrets. La séance 2020 aura lieu le 18 septembre. (mr)

filmsfortheearth.org/fr

Désinvestissement: bonnes nouvelles

« 350 » est une ONG active dans la lutte pour laisser les combustibles fossiles dans le sol (350 parties par million de dioxyde de carbone est la concentration à ne pas dépasser dans l'atmosphère pour garantir la sécurité climatique). Elle a annoncé début mars quelques belles victoires. Dans la région des sables bitumineux du Canada, le plus grand projet de mine à ciel ouvert jamais pensé a été abandonné, sous la pression de mobilisations intenses et l'incertitude vis-à-vis de la politique climatique. Dans la province d'Antique, aux Philippines, c'est l'ensemble des nouvelles centrales à charbon planifiées qui vient d'être interdit afin de protéger la santé des populations locales. Au Brésil, la société civile a également eu gain de cause: le tribunal fédéral a annulé, fin février, dans l'État du Rio Grande, le projet qui serait devenu la plus grande mine à ciel ouvert d'Amérique latine. (mr)

350.org

La transition comme boussole

La Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève, aussi appelée Après-GE, a publié à la mi-avril un « manifeste pour un *new deal* écologique et solidaire ». Comme le soulignent les signataires, « la sortie de crise doit être l'occasion d'une transformation de la société, afin que les activités pionnières développées au sein de la Chambre deviennent centrales ». Actif dans le canton depuis plus de quinze ans, ce réseau d'entrepreneurs et entrepreneuses, propose de créer un fonds – public et privé – qui permette de financer l'isolation des bâtiments, la production décentralisée d'énergie douce, l'extension de la production maraîchère, le recyclage de ressources naturelles, la mobilité douce, etc., créant ainsi des emplois pérennes et non délocalisables. Le manifeste milite également pour que les aides publiques soient subordonnées à des engagements concrets et vérifiables. Recourir à la monnaie locale – le Léman – pourrait enclencher un cercle vertueux: verser une partie des aides publiques sous cette forme contribuerait à l'essor de circuits courts et durables. Les quartiers comme unités de vie, une information indépendante, la culture pour imaginer des futurs durables, des financements innovants liés à l'économie réelle: ce réseau d'acteurs et actrices économiques engagé-e-s pour la transition prend des positions claires pour alimenter le débat public. (mr)

apres-ge.ch

en
ligne
sur
moneta.ch

Les articles suivants se trouvent en exclusivité dans notre édition numérique, sur www.moneta.ch/changer-le-systeme



Comment parler du réchauffement climatique aux enfants sans les effrayer ?

Par Esther Banz.

Les spécialistes s'accordent à dire qu'il est préférable de répondre ouvertement que d'ignorer ou éluder les questions. Mais comment y parvenir ?



Existe-t-il plusieurs chemins très différents pour aller vers un monde plus vert et plus durable ?

Par Roland Fischer.

Les moyens démocratiques suffisent-ils pour changer de système ou faut-il recourir à la désobéissance civile, voire à la rébellion ? Coup d'œil sur la palette des mouvements verts.

« Il faut pouvoir imaginer autre chose »

Le sociologue et auteur allemand Harald Welzer en est convaincu: pour changer de système, on doit pouvoir imaginer un avenir meilleur. Ce spécialiste de l'évolution sociétale voit des raisons d'avoir confiance. Il oppose la force productive des rêves au décalage entre nos connaissances et nos actions.

Propos recueillis par Katharina Wehrli

moneta: Nos riches sociétés occidentales reposent sur un système économique qui consomme beaucoup trop de ressources et sape ainsi les bases vitales naturelles. Comment transformer ce système et stopper la destruction?

Harald Welzer (il rit) Ce n'est pas une question à un million, mais à un milliard de francs! Je ne pense pas que l'on puisse y répondre comme vous le suggérez. Les choses sont encore plus compliquées d'un autre point de vue: beaucoup d'aspects du système existant sont très, très bons. La crise du coronavirus a montré, aussi bien en Allemagne qu'en Suisse, que nos sociétés fonctionnent extrêmement bien avec ce système économique. Si nous envisageons de tout remettre en question, réfléchissons-y à deux fois. Que garder? Et que changer pour que ce qui va bien puisse continuer à fonctionner?

Mais cela exige une transformation fondamentale. Ne devrions-nous pas d'abord en finir avec le capitalisme?

Même si nous le devions, ça n'arriverait pas. On le sait, le monde n'est pas façonné par les aspirations des philosophes, mais par des rapports de pouvoir et des intérêts établis. Dans ce contexte, nous avons dans tous les cas affaire à un processus lent, au mieux accéléré par certains événements. Peut-être la crise sanitaire nous permet-elle justement de voir un peu de ce qui est nécessaire pour que la société évolue.

À quoi pensez-vous, par exemple?

L'aspect le plus manifeste est sans doute une vision entièrement nouvelle des métiers d'importance systémique ou de la vulnérabilité imputable aux chaînes d'approvisionnement mondialisées. Dans mon pays, l'Allemagne, le mauvais exemple de l'industrie de la viande nous montre que nous devons changer radicalement notre production alimentaire.

Pour que la société évolue, vous parlez de « continuer à construire sur le projet de civilisation ». Qu'entendez-vous par là?

Dans une société moderne et ouverte, comme en Suisse ou en Allemagne, nous vivons au niveau le plus élevé jamais atteint dans l'histoire de l'humanité, aussi bien sur le plan matériel qu'immatériel. La crise actuelle révèle un niveau de sécurité, de liberté personnelle et de participation politique sans précédent. Tout cela résulte d'un processus de civilisation que je souhaite poursuivre, mais qui nous oblige à modifier notre relation – destructrice – avec la nature.

Sur ce point, vous plaidez pour un nouveau réalisme. Vivons-nous aujourd'hui dans des illusions?

Oui, bien sûr, nous vivons dans un très grand mensonge: celui de croire que nous pouvons agir au vingt-et-unième siècle comme au vingtième. Pourtant, le climat, l'extinction des espèces et beaucoup d'autres signes nous crient que c'est tout simplement impossible! Continuer l'air de rien reviendrait à se bercer d'illusions.

L'illusion que la croissance économique pourrait durer éternellement?

Exactement. Une croissance illimitée est impossible dans un monde limité.

Nous en savons beaucoup sur la destruction de l'environnement, en particulier sur le réchauffement climatique. On note aussi un certain consensus politique quant à la nécessité de diminuer les émissions de CO₂. Malgré cela, il se passe peu de choses. Pourquoi cette dissonance cognitive, ce fossé entre ce que l'on sait et notre comportement?

Premièrement, parce que la motivation à changer est faible quand les conditions paraissent bonnes. Changer veut dire bouger, et l'on n'aime pas trop ça. Voilà la raison la plus triviale. Deuxièmement, les sociétés sont structurées en fonction d'intérêts, et les appels au changement bousculent toujours des intérêts. Le phénomène s'observe particulièrement dans les secteurs pétrolier et automobile. Ces deux domaines de l'économie sont si fortement liés à l'ascension individuelle et sociale du vingtième siècle que leurs représentants et représentants excluent tout changement. Elles et ils la combattent bec et ongles, avec toute leur influence politique. Dès lors, la lutte pour la réduction des émissions devient un processus politique difficile.



Quel rôle les perspectives positives jouent-elles dans ce processus?

Aucun pour le moment, hélas! Quand on évoque une transformation socioécologique, il est tout de suite question de « renonciation », parce que le statu quo est gravé dans le marbre. Des perspectives positives pour l'avenir motiveraient les gens à participer et à façonner le changement avant de le subir. Réfléchissons-y : à quoi ressemble un monde où l'on consomme moins? Offre-t-il une meilleure qualité de vie? Y voyage-t-on plus agréablement qu'aujourd'hui? Y mangeons-nous mieux et plus sainement? Difficile de se le représenter, car les arguments sont presque toujours négatifs. Toutefois, comment poursuivre le projet civilisateur de la modernité sans notion d'un avenir meilleur?

Pourquoi ce manque d'arguments et d'images positives de l'avenir?

D'une part, nous vivons déjà dans une utopie par rapport à ce que les gens imaginaient il y a un siècle. Nos conditions de vie se sont améliorées de façon inouïe en deux ou trois générations. D'autre part, en ce qui concerne la situation écologique, la géopolitique, la scène politique interne ou la migration, l'environnement a tellement changé au cours des dernières décennies que la politique agit uniquement pour maintenir le statu quo, sans offrir aucune vision d'avenir. Cet immense déficit explique pourquoi nous avons actuellement l'impression de nous trouver dans un atelier de réparations où tout sent le mois. Il suffirait pourtant d'ouvrir les portes et les fenêtres sur le futur pour ramener de l'air frais dans la boutique.

Vous qualifiez les souhaits et les rêves de forces productives pour demain.

Qu'entendez-vous par là?

Prenons par exemple la Déclaration universelle des droits de la personne. Que chacune et chacun ait des droits identiques dans le monde entier tient du rêve. Bien qu'il ne soit pas encore une réalité partout, cet exemple montre bien comment un rêve peut devenir productif. Même chose avec d'autres exemples comme la lutte contre la maladie ou la faim, ou les améliorations fondamentales des relations entre les femmes et les hommes. Si personne ne les avait rêvées, elles seraient restées un vague concept. Le rêve est insuffisant, mais nécessaire pour faire évoluer la société. Il faut pouvoir imaginer autre chose.

Les scénarios que vous présentez dans votre dernier livre¹ soulignent à quel point les questions sociales et écologiques sont toujours liées.

Pouvez-vous l'expliquer en prenant l'exemple de la mobilité?

Aujourd'hui, nous disposons de possibilités incroyables pour organiser la mobilité autrement qu'avec les transports individuels motorisés. La numérisation et des moyens de transport appropriés nous ont ouvert une voie royale vers ce but. Pourquoi ne pas instaurer partout la gratuité des transports publics, ce qui associerait écologie, liberté et participation? La société deviendrait différente et plus juste, car tout le monde pourrait bénéficier équitablement de la mobilité, tout en contribuant à diminuer la consommation de ressources naturelles, les émissions, etc., et en améliorant sa qualité de vie. Il suffit de se débarrasser de l'automobile.

>>>

¹ «Alles könnte anders sein» (litt. «Tout peut changer»), S. Fischer éd., 2019, pas encore traduit en français.

»» **Voilà qui ouvrirait aussi de nouvelles possibilités d'aménagement de l'espace public.**

Oui, en réduisant fortement la mobilité individuelle, nous récupérerons de l'espace. Je suis étonné de constater qu'en Allemagne, on ne parle à peu près jamais des villes très chères qui – comme Munich – s'offrent le luxe de consacrer douze pour cent de leur surface à des voitures en stationnement. Et plus les villes sont chères, plus elles proposent de places de parc, ce qui est dingue, car on se déchire en même temps sur l'augmentation des prix de l'immobilier et sur l'exclusion des personnes avec peu ou pas de revenus. Pas un mot quant à la surface que nous utilisons pour nous parquer, et encore moins à propos de celle qui nous sert à déplacer des voitures.

L'espace public est un bien absolument central pour la démocratie. À l'ère du numérique, nous devons disposer d'espaces de rencontre concrets. Avec la distanciation physique imposée pendant la crise sanitaire, nous réalisons à quel point il est important qu'une société vivante puisse se rassembler. L'univers numérique ne peut pas remplacer cela; cet ersatz finit par nous taper sur les nerfs au bout de quelques semaines. Alors qu'une ville sans voitures permet d'étendre les espaces concrets de rassemblement.

Mais comment concrétiser des villes sans voitures?

Avec des modèles inspirants. Par exemple Copenhague, qui a fait des progrès notables dans la réduction du trafic automobile, ou les «superblocks» de Barcelone, dans lesquels différents quartiers sont organisés de manière à éviter le trafic individuel. On voit que ça fonctionne et que c'est attrayant. Les gens s'y sentent à l'aise et ont un avis positif.

Les utopies ont-elles donc davantage de chances de devenir réalité quand elles sont incarnées par des exemples?

Oui. Parler au subjonctif, rien de plus facile. Mais si j'avance un exemple concret et peux dire «regardez comment ça marche!», tout devient bien plus convaincant qu'avec un bête scénario.

Pour maintenir et développer les acquis de la civilisation, nous avons besoin d'une économie qui fonctionne bien. Or, le système capitaliste vise une croissance illimitée et sans avenir. Quel scénario économique est réaliste et durable, selon vous?

Il faudrait poser la question à l'économie, qui somnole à cet égard. Dans un capitalisme socialement et écologiquement éclairé, une étape importante serait le paiement du prix réel. Aujourd'hui, dans la plupart des cas, nous ne payons pas le juste prix de ce que nous consommons. Les coûts environnementaux, de santé, de mobilité, etc. ne sont pas inclus dans le produit ou le service.

Parce qu'ils sont externalisés?

Oui, quelqu'un d'autre s'en acquitte: des gens dans d'autres parties du monde ou des gens qui ne sont pas encore nés. Si l'on changeait cette règle du jeu et si l'on disait «cette externalisation des coûts est inadmissible, interdisons-la à l'échelle mondiale», alors le capitalisme existerait toujours, mais les entreprises devraient prendre en compte des paramètres actuellement différents pour produire à bon marché. Par exemple, elles devraient localiser la production plutôt que la mondialiser.

Relevons aussi que la crise du coronavirus nous a fait prendre conscience des chaînes d'approvisionnement. Voilà l'un des grands avantages de la mondialisation que de pouvoir externaliser la production aux quatre coins de la planète tout en continuant à envoyer des objets en mille endroits. La crise nous a montré quel désastre ce peut être. Demandons-nous donc si, d'un point de vue civilisationnel, il serait préférable de relocaliser la production dans certains domaines. L'effet positif serait immédiat sur l'environnement et le climat.

Dans l'ensemble, vous semblez convaincu que des changements positifs sont possibles. Comment faites-vous?

Nous avons la possibilité de vivre au plus haut niveau et avec le plus grand champ d'action jamais atteints dans l'histoire. Comment ne pas avoir confiance?

Peut-être à cause des sombres prévisions, en ce qui concerne le climat.

Mais ce n'est pas sans espoir ni sans issue! On peut juste en tirer cette conclusion: il est urgent d'agir. Je crois que l'humanité a connu de nombreuses phases et raisons de désespérer profondément et, pourtant, elle s'est généralement battue pour améliorer les choses. Nous n'avons aujourd'hui aucune raison de désespérer. Les chances de créer un monde meilleur devraient donc être plus grandes que jamais. ●

Photo: Jens Steingässer



Docteur en sociologie, Harald Welzer est l'un des plus grands faiseurs d'opinions en Allemagne. Il dirige la fondation à but non lucratif Futurzwei, qui œuvre pour une société durable et ouverte. Il enseigne la conception de la transformation (ou Transformation Design) à l'Université européenne de Flensburg et à l'Université de

Saint-Gall. Dans son dernier livre «Alles könnte anders sein: Eine Gesellschaftsutopie für freie Menschen» (litt. «Tout pourrait changer: une utopie sociétale pour les gens libres»), il esquisse des scénarios réalistes d'un avenir meilleur sur des sujets comme le travail, l'économie, la numérisation, la mobilité ou la migration.

La Banque nationale fait peu de cas du dérèglement climatique

Le dérèglement climatique pourrait provoquer une crise financière pire que celle de 2008, prévient une étude de la Banque des règlements internationaux. Elle appelle les banques centrales à changer de stratégie. Et pourtant, la Banque nationale suisse continue d'investir allègrement dans l'industrie pétrolière.

Texte: Stefan Boss

Le bâtiment principal de la Banque des règlements internationaux (BRI), sur la Centralbahnplatz de Bâle, dégage un charme particulier. Haut de dix-neuf étages, l'édifice en verre brun des années 1970 a la forme d'une tour de refroidissement nucléaire. Les soixante plus grandes banques centrales du monde coordonnent leur politique monétaire par l'intermédiaire de la BRI. Cette organisation financière, qui se définit comme la «banque des banques centrales», fait rarement parler d'elle en dehors de la sphère économique. Elle a toutefois publié, fin janvier, un rapport qui l'a sortie de l'ombre. Intitulé «The green swan – Central banking and financial stability in the age of climate change» (litt. «Le Cygne vert – Banques centrales et stabilité financière à l'ère des changements climatiques»), le document appelle les banques centrales à changer de stratégie et à prendre enfin mieux en compte les risques que le dérèglement climatique représente pour l'économie et la vie humaine, sur toute la planète.

La haute finance a donc pris conscience de la crise climatique. Le rapport de la BRI appuie de manière inespérée le mouvement pour le désinvestissement, lequel exige depuis des années un retrait des fonds placés dans les entreprises du secteur des énergies fossiles. L'argument principal des activistes du désinvestissement est que la valeur des placements dans le pétrole et le charbon pourrait bientôt dégringoler, alors que s'intensifient les efforts pour protéger le climat. Les cinq auteurs et autrices de l'étude de la BRI partagent cet avis et vont même plus loin, en écrivant que «les changements climatiques pourraient [...] être la cause de la prochaine crise financière systémique». Elles et ils craignent de voir la crise climatique plonger le monde dans le chaos, provoquant des événements que les analystes de risques des banques n'ont pas osé imaginer. Tout comme la crise financière de 2008, que personne n'attendait. Le rapport

appelle les risques climatiques extrêmes des «Cygnes verts», en référence aux «Cygnes noirs» avec lesquels l'essayiste Nassim Nicholas Taleb désigne les événements inattendus (vu que dans la nature, on trouve généralement des cygnes blancs). «Les catastrophes climatiques sont encore plus dangereuses que la plupart des crises financières systémiques», relèvent les autrices et auteurs du document de la BRI.

La BNS dédaigne les critères environnementaux

Le contraste est fort, entre les propos du rapport et la position de la Banque nationale suisse (BNS). En novembre 2019, Andréa Maechler, membre de son conseil d'administration, déclarait ceci lors d'une conférence: «Selon notre évaluation, l'ensemble des risques climatiques qui pourraient affecter la stabilité économique et financière en Suisse paraissent, à l'heure actuelle, modérés.» Une affirmation inchangée depuis lors, nous répond le service de presse de la BNS.

Pour éviter que le réchauffement climatique aboutisse à une nouvelle crise financière, l'étude de la BRI recommande aux banques centrales de veiller – conformément à leur mandat de gardiennes de la finance – à ce que les établissements bancaires et les compagnies d'assurance gèrent convenablement leurs risques climatiques. En Suisse, la supervision des banques ne relève toutefois pas de la BNS, mais de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma). Le >>>

Le portefeuille actuel de la BNS correspond à une hausse de température de 4 à 5 degrés Celsius.

»» rapport aborde aussi la question brûlante de savoir si les banques centrales doivent appliquer des critères écologiques à leurs placements. La Banque de France et la Banque centrale des Pays-Bas le font déjà et sont citées en exemple. Mais pas la Banque nationale suisse, qui continue obstinément d'ignorer les critères environnementaux dans son portefeuille d'actions.

Selon Thomas Moser, membre suppléant de la direction générale de la BNS, cette dernière suit une « approche passive et neutre » en matière d'actions, « sans procéder à une quelconque « sélection » de titres », par exemple pour renforcer la protection du climat. M. Moser s'est exprimé lors de la même conférence que M. Maechler, fin novembre 2019. La BNS déclare avoir renoncé, depuis 2013, à acquérir des titres d'« entreprises impliquées dans la fabrication d'armes condamnées sur le plan international » ou « qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement ». Mais les propos de M. Moser vont dans un autre sens : « Une gestion plus active dans le domaine de l'environnement restreindrait fortement nos possibilités de placements. » Le mandat de la BNS consisterait donc à assurer la stabilité du système financier et des prix en Suisse. Point.

Au lieu d'agir comme un phare, «la BNS ressemble plutôt à un veilleur qui ronfle au fond de son lit pendant qu'une tempête potentiellement dévastatrice se prépare sur la côte».

En clair, la BNS investit massivement dans des compagnies pétrolières comme Chevron et Exxon (Esso). Les Artisans de la Transition, ONG basée à Fribourg, l'ont mis en évidence dans différents rapports. Pourquoi la banque de la Confédération s'abstient-elle de classer, selon ses propres critères, les émissions excessives de gaz à effet de serre dans la catégorie des « graves dommages à l'environnement » ? En Suisse, le réchauffement climatique menace par exemple de faire fondre presque entièrement le glacier d'Aletsch d'ici 80 ans, en plein site du patrimoine mondial UNESCO de Jungfrau-Aletsch !

Bien loin des objectifs de l'accord de Paris

Marc Chesney, professeur de finance à l'Université de Zurich, partage les conclusions du rapport de la BRI. « Les risques climatiques sont importants : ce sont des risques majeurs et il faut absolument que les banques centrales en tiennent mieux compte », assène-t-il lors d'un entretien vidéotéléphonique. M. Chesney étudie depuis longtemps les problèmes de l'économie du carbone. Il a lancé, en février, l'initiative populaire « Micro-impôt sur le trafic des paiements sans espèces » avec – entre autres – Oswald Sigg, ex-porte-parole du Conseil fédéral, et deux anciens banquiers.

Selon Marc Chesney, il est judicieux que la BNS assure la stabilité financière et celle des prix. Or, c'est précisément en raison de son mandat de stabilisation que notre banque centrale devrait prendre activement des mesures, car « le changement climatique pourrait causer des sécheresses plus fréquentes à l'avenir, donc une augmentation brutale du prix des aliments ». D'où l'importance que la BNS agisse immédiatement pour réduire ces risques. En signant l'accord de Paris sur le climat de 2015, la Suisse s'est engagée à adapter ses flux financiers. L'accord vise à limiter la hausse de la température globale à « bien moins de 2 degrés Celsius ». Sa mise en œuvre nécessite la participation de toutes et tous : « l'État, les institutions comme la Banque nationale, et aussi la population. »

Selon M. Chesney, le portefeuille actuel de la BNS correspond à une hausse de température de 4 à 5 degrés Celsius ; largement de quoi bouleverser la vie des générations futures. Il aimerait donc que la Banque nationale renonce désormais à tout placement dans le charbon et le pétrole. « Ce serait un signal important pour que les établissements bancaires et d'autres banques centrales en fassent autant. »

Une mauvaise surprise au tournant ?

Selon le plus récent rapport des Artisans de la Transition, publié fin avril, la BNS continue de financer – avec son portefeuille d'actions – presque autant de gaz à effet de serre que la Suisse en émet chaque année : 43 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂). La Banque nationale suisse est l'un des plus gros investisseurs institutionnels au monde. D'après le rapport, elle a diminué ses placements dans des compagnies pétrolières telles qu'Exxon et Chevron, ces deux dernières années, mais simultanément augmenté ses investissements dans le charbon (bien que dans une moindre mesure). Les Artisans de la Transition y ont cherché en vain un changement de mentalité en vue d'améliorer la protection du climat. Une impression corroborée par les déclarations de la BNS. Le rapport de l'ONG souligne qu'au lieu d'agir comme un phare, « la BNS ressemble plutôt à un veilleur qui ronfle au fond de son lit pendant qu'une tempête potentiellement dévastatrice se prépare sur la côte ».

Si le veilleur dort, la politique pourrait l'aider à se réveiller. Une motion de la conseillère nationale socialiste Jacqueline Badran demande ainsi à la BNS de conformer sa politique de placement aux objectifs de l'accord de Paris sur le climat. Cela exclurait tout investissement dans des entreprises qui nuisent gravement au climat. Malgré l'essor du camp vert lors des dernières élections, on peut douter que le Parlement adopte la proposition sans rechigner. D'une manière générale, le coronavirus a quelque peu chamboulé les priorités politiques, note Mme Badran. La pression de la société civile restera donc indispensable. •



Commentaire de la BAS

Discuter des risques ne suffit pas

L'inattendu arrive souvent. La preuve avec les crises du système financier, qui a toujours été fragile. Rien d'étonnant, donc, à ce que l'une des tâches principales de la Banque nationale suisse (BNS) consiste à assurer la stabilité de l'économie. En pleine crise sanitaire, la menace de récession suscite une nouvelle fois l'inquiétude vis-à-vis du système financier. Quand l'économie tousse, les banques s'enrhument facilement.

La pandémie de Covid-19 a en outre mis en lumière les effets d'une croissance exponentielle. Si la propagation n'est pas enrayée au plus vite, le taux de mortalité augmente dramatiquement. Il en va de même pour la croissance économique, elle qui suit une courbe exponentielle en temps « normal ». Le Club de Rome nous mettait en garde en 1972 déjà, dans sa célèbre

publication « Les limites à la croissance » : dans un monde limité, une croissance illimitée ne peut conduire qu'à l'effondrement.

Cela nous amène au dérèglement climatique et au « Cygne vert ». Pour assumer son mandat, la BNS devrait se pencher davantage sur l'identification et la divulgation des risques climatiques par les prestataires de services financiers. En outre, ces derniers – et la BNS elle-même – devraient avoir l'obligation de publier leurs stratégies d'atténuation des risques en vue de lutter contre les changements climatiques. Enfin, la BNS devrait décarboniser son portefeuille de placements. Du point de vue du « commun des mortels », la BNS investit des sommes gigantesques ; elle peut donc sûrement exercer une influence sur les industries fossiles. Bien sûr, un désinvestissement, c'est-à-dire le retrait (plus ou moins rapide) des placements dans les combustibles fossiles, est assez délicat avec des montants d'une telle ampleur dans le cadre du système économique et financier existant. Il est d'autant plus crucial pour la BNS d'agir sans délai, afin de déployer des solutions viables.

La BAS a exclu les industries « brunes » dès sa création, il y a 30 ans. Nous communiquons en toute transparence l'empreinte carbone de nos activités de placement. Cet outil important nous aide à vérifier que nous soyons (au minimum) sur la bonne voie en ce qui concerne l'accord de Paris sur le climat. Mais la décarbonisation n'est que le début et discuter des risques ne suffit pas, du point de vue de la BAS. Renoncer à un comportement nuisible seulement quand il est déjà devenu un risque majeur pour les entreprises – ou, comme dans le cas de la BNS, pour la stabilité du système – revient à agir bien tardivement, voire trop tard. Un changement culturel s'impose : outre ses objectifs financiers, la BNS doit tenir compte également de l'humain et de la nature dans sa politique.

Le dérèglement climatique est un défi urgent, mais pas le seul : citons aussi et entre autres l'extinction progressive des espèces, les droits de la personne, le bien-être des animaux et le génie génétique. Ces prochaines années, la société civile allongera sa liste de revendications à la BNS et augmentera la pression. La tendance est irréversible, et la banque nationale ne pourra pas se soustraire à ses responsabilités.

*Michael Diaz, responsable
du secteur Placement et membre
de la direction de la BAS*



Le changement commence ici

Des quartiers, parfois des villages entiers, ont accolé le mot «transition» à leur nom. Une manière de montrer que les citoyen-ne-s qui se sont groupé-e-s sous cette appellation se mettent en route vers un avenir où sobriété et autonomie riment avec liberté, indépendance et résilience. Entretien avec des membres du Réseau Transition Suisse romande.

Texte: Muriel Raemy

Ça y est: j'allais enfin visiter la commune alsacienne d'Ungersheim, souvent présentée comme la championne des villes en transition (ou «transition towns»). Ce village d'un peu plus de 2000 habitant-e-s a en effet relocalisé sa production alimentaire et énergétique sur son territoire, ramenant ainsi des métiers et des emplois tout en réduisant sa dépendance aux énergies fossiles. Enfin venait l'occasion tant attendue de partir à la rencontre des citoyen-ne-s qui vivent et portent ces alternatives, décrites en France comme des nouveaux modèles d'économie de proximité politiquement enthousiasmants. Mais les frontières se sont fermées.

Qu'à cela ne tienne! Cette pandémie a le mérite de questionner les modes de vie de demain. Voit-on le retour en grâce du local? Si oui, comment accélérer les processus de changements? De nombreuses actrices et de nombreux acteurs de la société civile suisse s'activent sur le terrain pour pousser nos institutions à véritablement diminuer nos émissions de carbone; ce sont, entre autres, XR (Extinction Rebellion), l'Initiative pour les glaciers ou les grèves du climat. D'autres mouvements inventent quant à eux, de nouvelles façons de vivre ensemble. Même s'il n'existe pas encore de villes ou de villages de l'envergure d'Ungersheim en France ou de Bielefeld en Allemagne, le Réseau Transition Suisse romande – né il y a un peu plus d'un an – répertorie à ce jour plus de quarante initiatives dans la partie francophone du pays. Sa raison d'être? «Réunir et tisser des liens entre des projets locaux existants de plus ou moins longues dates. Il y a tellement de petites choses qui se font à toutes les échelles! Nous aimerions les soutenir, les rendre visibles et les valoriser, pour aller plus vite et plus loin sur le chemin de la société dont nous rêvons», s'exclame Sylvie Jungo Ayer, membre du comité du réseau romand.

Résilience, un nouveau récit...

En pratique, de nombreux projets fleurissent dans toutes sortes de domaines: agriculture urbaine ou relocalisation de la production autour des villages, éducation et écoles alternatives, alimentation de proximité avec les magasins en vrac ou les épiceries de quartier, repair café, habitat collectif, énergies renouvelables, monnaies locales, économie sociale et solidaire. «Je pense que les personnes impliquées, dont je fais partie, veulent simplement aller vers les changements qu'elles souhaitent, sans attendre que les incitations viennent d'en haut. Rendre leur quartier, leur village ou leur université plus durables, plus conviviales, travailler ensemble pour lancer des actions concrètes qui nous permettent de vivre dans des communautés plus humaines, plus joyeuses, plus écologiques et plus résilientes!», continue Sylvie Jungo Ayer.

Résilience. Ce mot, de plus en plus présent dans les réflexions sur les conséquences de la crise sanitaire, appartient de longue date au vocabulaire de la transition. L'idée fondatrice du mouvement initié par Rob Hopkins dès 2006 depuis sa ville de Totnes, en Grande-Bretagne, était celle de se préparer aux crises que l'épuisement du pétrole allait engendrer dans nos sociétés modernes fondées sur une croissance tous azimuts. Sebastian Justiniano, en charge quant à lui de la recherche de fonds pour le réseau romand, ajoute: «Reconstruire une économie locale durable et vigoureuse, voire même créer une nouvelle organisation économique et sociale: la résilience est la volonté de choisir d'agir ensemble pour une vie plus respectueuse des humains et de la nature.» La transition représente dès lors une résistance à l'histoire linéaire du progrès, une rupture constructive, basée sur une vision positive de l'avenir qui – loin des scénarios catastrophes de l'effondrement –, crée des communautés centrées sur l'entraide, la sobriété et le partage. Ce récit-là semble répondre aux aspirations d'une proportion non négligeable de citoyen-ne-s de la planète, le mouvement de la transition comptant à lui seul plus de 4000 initiatives réparties dans 55 pays.





... collectif

Antonin Lederrey, animateur socioculturel et co-initiateur de «Vully aujourd'hui» - un projet de transition dans la commune de Mont-Vully mis sur pied en avril 2019 - a fait l'expérience de la puissance dégagée par les histoires de transition. «Dans le cadre de mon travail, j'ai collaboré avec de nombreux jeunes qui aiment questionner leurs valeurs. Arrivés à l'âge adulte elles et ils ne retrouvent plus de cadre où réaliser leurs idéaux.» De là est partie l'idée d'inviter toute la population à une journée de rencontre et d'échange, avec une présentation des nombreuses manières dont se traduit la transition dans le monde. «La dynamique qui s'est mise en place est incroyable. Nous comptons aujourd'hui une cinquantaine de membres «officiels» et plus de 200 personnes gravitent autour des projets». Dix projets fonctionnent concrètement: ateliers cuisine, activités intergénérationnelles, économie d'énergie, marché artisanal, participation citoyenne, gestion des déchets, etc.

Les individus se laissent ainsi contaminer, par ce que d'autres, ici et ailleurs, ont réalisé. «Ils voient qu'en s'unissant, des personnes comme eux parviennent à inventer des solutions», se réjouit Antonin Lederrey.

«Cheminer avec d'autres «transitionneuses et transitionneurs» peut donner beaucoup de courage pour remettre en question son style de vie, ou de se sentir simplement moins isolé lorsqu'on essaie, dans son coin, de réduire ses déchets ou sa consommation d'énergie.»

En transition vers...?

Les ingrédients nécessaires à la réussite des initiatives ont été récoltés au fil des ans et résumés dans Le guide essentiel de la Transition - édité en français par le réseau de transition belge. En tête de liste: commencer petit! «Travailler par quartier ou à la dimension d'un village, c'est la meilleure échelle! On ne peut changer le monde que de là où l'on est», intervient à son tour Edwyge Souillard, membre en charge de la communication du Réseau Transition. Viennent ensuite les outils dits de «gouvernance partagée». «Il s'agit avant tout d'apprendre à travailler agréablement et efficacement ensemble. Réfléchir et prendre des décisions collectives, communiquer de manière non violente, respecter la légitimité de chacune et chacun: ni l'école ni les entreprises ne nous enseignent les compétences ou les outils pour créer une culture de groupe basée sur la confiance et l'empathie.» Le mouvement mondial attache une importance particulière à la formation et à l'information. De nombreux documents circulent, ainsi que l'expertise des formatrices et formateurs spécialisé-e-s dans les processus participatifs. «Nous apprenons à co-crée un groupe local fort. Certaines personnes s'intéressent aux problèmes locaux comme la santé, le bien-être, la solidarité dans le quartier, le prix du logement ou le chômage. D'autres à des questions plus larges comme le changement climatique ou l'approvisionnement en énergie», ajoute Edwyge Souillard.

Ces initiatives de transition participent à leur manière à un changement de narratif essentiel. Pour Sebastian Justiniano la présence de ces autres «possibles» lézarde peut-être lentement un système dominant qui a besoin d'air. «Des mouvements militants et des associations s'engagent de longue date pour construire une Suisse plus solidaire, démocratique et écologique. Je rêve que tout ce qui existe déjà aboutisse et que nous adoptions un pacte de durabilité au niveau de nos communes, de nos cantons, et même au plan fédéral!» Il n'y a donc pas vraiment de canevas ni de recettes, mais des expériences à partager, des émotions à accueillir, des valeurs à partager et des imaginaires à construire. Tout le monde est appelé à se mettre en transition. Une histoire de confiance, de tentative, en somme. On a tout à y gagner, non? •

reseautransition.ch
vully-aujourdhui.ch

Le pouvoir des histoires

Quelles histoires nous permettront d'imaginer un avenir meilleur, plus juste et moins oppressant? Les réponses de quelques futurologues, dont Per Grankvist, premier conteur officiel de la Suède, ou Andrew Hudson, représentant de ce nouveau genre de science-fiction qu'est le *solarpunk*.

Texte: Roland Fischer

Quatre ans avant sa mort survenue en 2018, Ursula K. Le Guin – l'une des rares auteures féminines de science-fiction – a fait cette prédiction: «Des temps difficiles sont à venir. Nous allons avoir besoin de l'inspiration d'écrivaines et d'écrivains capables d'envisager d'autres manières de vivre que la nôtre. De voir au-delà de notre société prisonnière de ses angoisses et de ses technologies obsessionnelles. D'imaginer d'autres projets de vie afin d'esquisser la véritable raison d'espérer.» Elle a qualifié de «visionnaires» ces personnes aptes à inventer une réalité plus vaste. De fait, la réalité semble actuellement réduite à des contraintes de plus en plus oppressantes et sans issue.

Qui ose encore imaginer l'avenir? Des versions vivables et optimistes du futur? En littérature, leur déclin remonte au début des années 1980 et coïncide plus ou moins avec le succès du *cyberpunk*. Bien que ces récits des prémices de l'ère numérique aient rapidement saisi la fascination vis-à-vis des nouvelles possibilités, ils ont immédiatement adopté une atmosphère dystopique. Dans le même temps, depuis la Silicon Valley, des voix s'élèvent, bien réelles, elles. Confiantes, elles ne cessent de promettre des lendemains qui chantent toujours plus fort et des gadgets numériques sans cesse renouvelés, dont on a oublié depuis belle lurette si nous avons besoin d'eux ou eux de nous.

Cependant, de larges parts de la population ne se laissent convaincre ni par les récits ni par les promesses. Il faudrait un entre-deux crédible, selon Nicolas Nova, l'un des penseurs suisses les plus clairvoyants en matière de conception créative. Il enseigne à la Haute école d'art et de design de Genève et dirige, avec des collègues, le *Near Future Laboratory*, un studio de design helvético-californien qui tente davantage de réfléchir à l'avenir que d'imaginer des produits concrets. Et d'ajouter: «Opposer utopies et dystopies est assez vain. Mieux vaut étudier une multitude de possibilités dans ce spectre.»



Toutes les personnes qui réfléchissent au futur – architectes, designers et designers, scientifiques, écrivaines et écrivains – seraient bien avisées de concevoir des «visions plausibles et réalistes de l'avenir».

Accélérer le changement en racontant des histoires

Per Grankvist en fait partie. Premier conteur officiel de la Suède, il est à ce titre un touche-à-tout professionnel: chercheur, communicateur, lobbyiste. Son travail de narrateur s'intègre à *Viable Cities*, l'un des principaux programmes d'innovation en Europe consacrés à une planification urbaine «intelligente et durable». L'objec-



tif, ambitieux, consiste à rendre les villes suédoises neutres en carbone d'ici 2030. M. Grankvist devrait contribuer à accélérer le processus de transition vers une «vie meilleure, avec moins d'émissions». M. Grankvist n'est pas seul à œuvrer sur le programme «Explorer et expliquer le futur, développer de nouveaux scénarios pour l'avenir», doté d'un budget de plusieurs millions de francs. Il travaille avec une équipe interdisciplinaire de spécialistes en sciences sociales et en marketing. Sa conviction est que «les scénarios usuels dépeignent des lendemains auxquels on peine à s'identifier. Nous devons donc en imaginer d'autres, qui parlent si possible à de larges pans de la population.» Journaliste de formation, il sait que «les humains ne sont pas parfaitement logiques, que les faits seuls ne suffisent pas à les convaincre. Les histoires attirent bien plus leur attention.»

Pour les raconter, Per Grankvist et son équipe utilisent toutes sortes de formes, qu'il s'agisse d'affiches ou de récits inspirés des contes de fées locaux. L'équipe a déjà compris quelque chose d'important : pour être tangible et convaincante, une histoire doit être ancrée géographiquement. Il cite en exemple une petite ville du nord de la Suède où son équipe a recueilli des histoires où le fleuve apparaît comme une créature vivante. Ces récits traditionnels servent maintenant à tisser des idées pour un avenir durable.

Le solarpunk, une science-fiction pleine d'espoir

Ces dernières années, un nouveau mouvement a fait parler de lui, en particulier dans les milieux de la science-fiction. Son ambition est de raconter des lendemains non catastrophiques. Le mouvement solarpunk tient son nom du genre *cyberpunk*. «Ces histoires vont au-delà du fantastique et des fables ; elles expriment un espoir», résume le magazine en ligne *The Verge* dans un éditorial consacré au projet «Better Worlds». Lancé en 2019, il recueille ce genre de récits. Depuis lors, pour ne pas trop se focaliser sur l'énergie solaire comme seule issue à la crise, le terme *hopepunk* s'est aussi imposé.

Ainsi que l'affirme l'auteur solarpunk Andrew Hudson, les histoires peuvent «servir à explorer quelque chose comme un «espace de conception». Oui, nous aimerions un monde qui fonctionne à l'énergie solaire, mais il existe évidemment beaucoup de façons de le créer. Où placer les grandes surfaces de panneaux solaires ? Comment distribuer l'énergie ? Qui détient les parties distinctes du système ?» Les récits solarpunk passent ces notions en revue. Un point de vue que partage Nicolas Nova. Il commence par souligner l'urgence de ces anticipations positives différentes, notamment «parce que les dystopies suggèrent l'inévitable». Ces scénarios alternatifs sont toutefois utiles seulement s'ils jouent aussi sur la complexité nécessaire et s'ils tiennent compte des tensions politiques et écono-

miques (traitement des inégalités sociales, par exemple). L'art montre son utilité dans ce domaine, explique M. Nova, car il peut contribuer à des exercices mentaux pour simuler des mondes et discuter de questions éthiques.

La littérature pourrait donc servir d'espace de négociation et pas uniquement à recueillir des instructions ? Andrew Hudson tempère les attentes démesurées : «Je n'aime pas l'idée que les personnes créatives se préoccupent trop de la façon dont leur travail peut influencer la politique.» À ses yeux, la tâche la plus importante du *solarpunk* est d'aider les gens «à se projeter dans des futurs potentiels, à saisir le fonctionnement des modes de vie durables». On peut appeler cela «la formation d'une conscience de classe». Ou simplement y voir un outil permettant de trier les possibilités et de faire ressortir «un meilleur sentiment» vis-à-vis de ses propres choix politiques.

Danger d'instrumentalisation ?

«Conscience de classe»... Le programme du mouvement *solarpunk* évoque le réalisme socialiste, une esthétique prescrite par une autorité supérieure pour un but déterminé. La liberté artistique totale appartient-elle vraiment au passé ? Faut-il commencer à interdire les dystopies ? «Oh, vous devrez alors arracher ma liberté artistique à mes mains froides et mortes», prévient M. Hudson. Il est de cette fraction du mouvement qui pense que personne ne devrait être condamné ni même censuré pour avoir produit des œuvres dénuées d'intérêt ou politiquement discutables.

Per Grankvist perçoit, lui aussi, le danger de la politisation et de l'instrumentalisation. Les questions critiques le réjouissent, étant donné que ses idées pourraient être détournées. «Nous menons ici un grand projet de recherche : comment les histoires fonctionnent-elles le mieux, comment les faits et les émotions évoluent-ils ? Comment Shakespeare, par exemple, a-t-il pu tisser ses intrigues avec autant de subtilité ? Et comment se sert-il des émotions ?» Voilà ce qu'il faut découvrir afin d'utiliser ces leviers pour aller vers un monde plus durable. «Nous avons choisi de mettre à disposition tout ce que nous avons imaginé sous la forme d'outils libres (*open source*), bien qu'ils pourraient servir à manipuler les gens.» Il n'y a qu'un pas de la publicité à la propagande (du latin *propagare*, «répandre, étendre»). Cela dit, M. Grankvist tient à ce que l'on comprenne bien son propre travail : «J'y vois une différence nette avec le marketing : nous n'essayons pas de vendre quoi que ce soit, mais de pousser les gens à réfléchir et à remettre certaines choses en question.» •

LA CRISE CLIMATIQUE S'INVITE DANS LA FINANCE

Grâce au mouvement climatique, l'objectif « zéro net¹ » trouve un écho jusque dans le monde financier traditionnel. L'ampleur du défi reste pourtant considérable, comme l'a montré une conférence conjointe de la BAS et du WWF Suisse, à Berne, fin février. Au lieu de prendre des initiatives, de nombreux instituts financiers classiques renvoient la balle à leur clientèle ou à l'autorité de régulation.

Texte: Pieter Poldervaart

Dans le monde, plus de 60 banques - dont la BAS - travaillent avec un objectif identique: celui d'obtenir non pas un retour sur investissement, mais un impact positif sur la société et sur l'environnement. Leur organisation faitière, la Global Alliance for Banking on Values (GABV), a tenu sa réunion annuelle à l'hôtel Bellevue Palace à Berne, fin février. À cette occasion, le WWF Suisse et la BAS ont invité à leur conférence des représentant-e-s de banques membres de la GABV, d'ONG, du monde politique, d'institutions de formation, de la jeunesse pour le climat et d'établissements financiers suisses traditionnels. La conférence avait pour thème la contribution que le secteur financier peut apporter à la protection du climat.

Margaret L. Kuhlow, responsable des pratiques financières au WWF International, a insisté sur le fait que même les plus petites différences ont de grandes conséquences dans le dérèglement climatique. Par exemple, si l'on fixait la limite du réchauffement climatique à 2 degrés Celsius au lieu de 1,5 degré, une personne sur quatre dans le monde - et non plus une sur dix - souffrirait de vagues de chaleur. Or, on n'a actuellement aucune certitude de pouvoir maintenir l'augmentation en deçà de 2 degrés: «L'ampleur de nos émissions actuelles fait craindre un réchauffement planétaire de 3 à 4 degrés», a prévenu Mme Kuhlow. Avec des conséquences désastreuses, aussi pour la biodiversité. La spécialiste ès finances garde pourtant espoir. Ainsi, la conférence sur le climat organisée à Madrid l'automne dernier a réuni, pour la première fois, bon nombre de ministres des finances des États signataires. Pour l'experte du WWF, cela signifie que dans le monde entier, on reconnaît l'urgence de repenser le secteur financier pour préserver le climat.

Mme Kuhlow a également cité le rapport «Le Cygne vert», publié début 2020 par la Banque des règle-

ments internationaux (BRI), dont le siège est à Bâle. «La stabilité financière et la stabilité climatique peuvent être considérées comme interdépendantes», ont déclaré les auteurs et autrices: «Sans une politique efficace contre le dérèglement climatique, les banques centrales ne seront tout simplement plus en mesure de garantir la stabilité des prix et la stabilité financière», prévenaient-ils (voir aussi l'article en p. 7). Le rapport exhorte donc les banques émettrices nationales à s'impliquer. La Banque nationale suisse (BNS) y est peu favorable, ainsi que l'a reconnu Fritz Zurbrügg, son vice-directeur, lors de la conférence: «Voilà une question délicate. La BNS travaille indépendamment de la politique.» En tant que banque centrale, a-t-il ajouté, la BNS doit prendre en compte tous les risques, sans se demander dans quelle mesure elle influe sur le changement climatique et ses conséquences. M. Zurbrügg a relevé la nécessité d'agir prudemment en réduisant les subventions, par exemple sur les combustibles fossiles: «Au cours de l'Histoire, des gouvernements sont déjà tombés à cause d'une hausse brutale du prix du pain ou du carburant...»

Aucun plan d'urgence pour la crise climatique

Sandrine Dixon-Declève, codirectrice du Club de Rome, a tenu des propos très différents et résolument fermes. Cette citoyenne franco-belge a jugé la discussion «bien trop molle», étant donné qu'aujourd'hui, tout est lié. Les 20 degrés Celsius mesurés en Antarctique une semaine avant la réunion - une première à cette époque de l'année - prouvent que le climat devrait avoir toute priorité. Faut-il continuer à se demander si l'on peut émettre un peu plus ou un peu moins de CO₂? Non: l'humanité devrait tout simplement renoncer aux énergies fossiles, en commençant par cesser d'imaginer que l'économie peut croître sans limites. Pour accompagner la transition, mieux vaudrait taxer l'énergie et les ressources que la main-d'œuvre. Sans oublier la reconversion des personnes employées par les industries

¹ Zéro émission de gaz à effet de serre, ou «neutralité carbone»; voir moneta 3-2019.



La conférence a permis de faire dialoguer des personnes qui, sinon, sont rarement en contact direct. Sur le podium, de g. : Jörg Gasser, PDG de l'Association suisse des banquiers; Oliviero Reusser, représentant de la Grève pour le climat; Margaret L. Kuhlow, responsable des pratiques financières au WWF International; Tamara Vrooman, PDG de Vancity Credit Union (une banque membre de la Global Alliance for Banking on Values); Fritz Zurbrügg, vice-président de la Banque nationale suisse. Animation: Karin Frei, journaliste et modératrice.

fossiles, car le dérèglement climatique soulève des questions sociales. Mme Dixon-Declève a accusé de nombreuses banques traditionnelles de manquer de crédibilité et d'user de moyens dilatoires: «Investir dans des usines de batteries automobiles efficaces sans retirer ses fonds de l'industrie pétrolière révèle une incompréhension du problème.» Et il serait hypocrite de déplorer l'absence de taxinomie verte, c'est-à-dire d'une systématique généralement reconnue pour évaluer les actions en fonction de leur pertinence climatique: l'UE travaille depuis longtemps sur un tel catalogue, et la Banque centrale européenne a décidé en 2019 de désinvestir progressivement du charbon. Aucune raison d'attendre, donc.

Mme Dixon-Declève a souligné l'importance de l'UE en tant que locomotive de cette discussion, rappelant que le Green Deal européen adopté en 2019 concernera aussi le secteur financier du continent. «La place financière suisse serait bien avisée de rejoindre le Green Deal; elle a une situation idéale pour cela.» Au lieu de s'éparpiller en futilités et de lancer un énième produit vert, chaque institution financière devrait se repositionner intégralement et le faire savoir au grand public, en exposant sa vision. Au sujet du coronavirus, qui s'approchait fin février, la coprésidente du Club de Rome a conclu son intervention en regrettant que chaque entreprise et État dispose de plans d'urgence pour toutes les menaces imaginables, sauf pour la principale: les changements climatiques.

Les chiffres sont sur la table

Toutes les banques suisses proposent aujourd'hui des produits de placement écologiques. Pourtant, est-il réaliste de penser que notre industrie sera totalement neutre sur le plan climatique d'ici 2030, comme l'énonce la vision d'avenir rédigée pour la conférence par la BAS, le WWF Suisse et la Grève pour le climat? L'un des quatre groupes de discussion a clairement discerné les mêmes obstacles que ceux qui freinent les entreprises individuelles, voire les individus: pour renoncer de façon cohérente aux activités nuisant au climat, il faut du courage et un changement d'attitude. Les alibis sont légion pour justifier la procrastination de toute évolution radicale. Avant d'oser franchir un pas aussi décisif, il serait bon de rechercher le dialogue – que l'on appelle «engagements» dans le monde de la finance. La suite des débats a fait surgir l'argument selon lequel il manquerait des données chiffrées solides quant à la responsabilité climatique de chaque entreprise. Martin Rohner, président de la direction de la BAS, s'est élevé contre cette affirmation: «À la BAS, nous analysons depuis quatre ans l'ensemble de notre portefeuille de placement afin de nous assurer qu'il respecte le climat, et cela fonctionne. Notre univers d'investissement contient déjà deux cents titres qui satisfont nos critères.»

«Demi-vérités et écoblanchiment»

La possibilité de créer une «Brown Bad Bank» (ou «structure de défaisance», lire encadré) a été évoquée, afin de retirer des portefeuilles de titres ceux d'entreprises particulièrement néfastes au climat – par exemple dans l'industrie du charbon ou le pétrole – et s'en défaire de manière ordonnée. Tandis que des entreprises pourraient réorienter leur modèle d'affaires, d'autres seraient tout simplement au bout de leur cycle de vie, a asséné Stephanie Wyss, de la Grève pour le climat: «Nous devons faire comprendre à certaines industries qu'elles

«Brown Bad Bank»

La mise en place de structure de défaillance («Bad Bank», ou «mauvaise banque») est devenue courante depuis les crises financières internationales, où des instituts étatiques ont repris des créances douteuses et ainsi permis la survie de banques commerciales. Le terme «brun» («Brown») sert actuellement à décrire les risques de crédit climatiques pour des activités à fortes émissions de CO₂. Si les banques existantes prenaient au sérieux la renonciation progressive aux combustibles fossiles, elles vendraient une grosse quantité d'actions liées au charbon, au pétrole ou au gaz. Or, la vente à des tiers ne soulage pas le climat, car on trouve toujours des parties intéressées à acquérir des actions «brunes». Les industries nuisibles au climat peuvent alors maintenir leurs activités et continuer à gagner de l'argent. Pour couper les flux financiers qui alimentent par exemple les industries de la fracturation hydraulique et du charbon, une «Brown Bad Bank» serait un véhicule envisageable, du moins en théorie: les pouvoirs publics achèteraient les actions «climaticides» et tenteraient d'obtenir une participation majoritaire. Cela permettrait d'orienter les activités commerciales afin de les neutraliser vis-à-vis du climat. En cas d'impossibilité structurelle, comme avec certaines entreprises de négoce de matières premières, les pouvoirs publics laisseraient venir la faillite de manière ordonnée. Avec la disparition d'industries néfastes pour le climat, les émissions de CO₂ diminueraient, à moins qu'une entreprise concurrente reprenne le domaine d'activité.

Photo: Jean-Christophe Dupasquier



Simon Rindlisbacher (BAS), Stephanie Wyss (Grève pour le climat) et Marco Tormen (WWF Suisse) présentent la vision d'avenir 2030 rédigée conjointement pour une place financière suisse climatiquement neutre.

sont sans avenir.» L'activiste s'est adressée à la représentante de Credit Suisse pour dire que l'on ne peut pas soutenir la fracturation hydraulique tout en affirmant s'engager dans la protection du climat, ou alors il s'agit là de demi-vérités et d'écoblanchiment («green-washing»). Laura Canas da Costa, responsable de la politique de financement durable chez Credit Suisse, a rétorqué qu'il devait bien exister, dans certaines «industries sales» comme la sidérurgie, des entreprises beaucoup moins nuisibles pour le climat que leurs concurrentes. Elle a ajouté vouloir des signaux plus clairs du monde politique, par exemple une taxe sur le CO₂ contraignante à long terme, mais aussi la fin des subventions aux activités économiques nuisant au climat. «Nous pouvons admettre que les coûts d'intérêt général qui en résultent soient imposés aux entreprises», a poursuivi Mme Canas da Costa.

Qui fera le premier pas?

L'assemblée a reconnu unanimement l'augmentation de la demande pour des placements respectueux du climat, surtout chez les jeunes et les femmes. Cependant, les transactions financières restent un univers obscur pour de nombreuses personnes, qui rechignent par ailleurs souvent à changer de banque. Comment amener alors l'industrie à devenir climatiquement neutre? Alors que la demande de signaux réglementaires clairs a été émise à plusieurs reprises, la proposition de Martin Rohner de faire pression ensemble sur le Conseil fédéral en faveur de directives plus rigoureuses n'a pas soulevé l'enthousiasme. La représentante de Credit Suisse préférerait travailler sur ce point en collaboration avec la clientèle et les partenaires. Elle suggère aussi de ne pas simplement agir «de haut en bas», car «ce qui compte est la façon dont la clientèle réagit à de telles idées».

L'assemblée a tout de même admis que l'on peut largement blâmer l'économie réelle pour sa contribution à la crise climatique. Martin Rohner estime encourageant que de plus en plus d'établissements rejoignent le Part-

ariat pour la comptabilité carbone (Partnership for Carbon Accounting Financials, PCAF). Plus de soixante instituts financiers du monde entier adhèrent déjà à cette plate-forme. Ils s'engagent à utiliser des critères identiques pour calculer les émissions liées au climat et à réduire les émissions de CO₂. «Plutôt que de continuer à rejeter la responsabilité sur les autorités de régulation ou la clientèle, les banques devraient devenir plus actives dans la protection du climat et accepter une collaboration plus étroite», a plaidé M. Rohner. Marco Tormen, conseiller principal pour la finance durable auprès du WWF Suisse, coorganisateur de l'événement, a renchéri: «La conférence a été un excellent prélude, car elle est parvenue à réunir autour d'une même table non seulement les spécialistes habituel-le-s, mais aussi les grandes banques et la BNS.» Bien que la crise du coronavirus prenne toute la place dans la politique et la société, le dérèglement climatique demeure le défi numéro un, tout en ouvrant des perspectives, a glissé M. Tormen. «La rénovation des bâtiments ou l'approvisionnement en aliments de saison montrent que la durabilité apporte assurément une valeur ajoutée locale.»

Vision d'avenir 2030

La vision d'une place financière suisse climatiquement neutre d'ici 2030, dont il a été question plus haut, est disponible à l'adresse suivante: bas.ch/visiondavenir

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

« JE PARS PLEIN DE GRATITUDE »

Président de la direction de la Banque Alternative Suisse depuis 2012, Martin Rohner la quitte fin juin pour prendre la direction opérationnelle de la Global Alliance for Banking on Values (GABV). Dans cette entrevue d'adieu, nous évoquons l'évolution de la BAS ces dernières années, la compréhension de la durabilité sur la place financière suisse ainsi que l'impact de la crise sanitaire sur les banques basées sur des valeurs éthiques.

Propos recueillis par Katharina Wehrli

moneta: Martin Rohner, pour quelles raisons quittes-tu la BAS après huit ans passés à la présidence de sa direction ?

Martin Rohner C'est le bon moment pour moi et pour la BAS. Dans un organe de direction, il faut bien doser la constance et le renouvellement. J'ai pu réaliser de nombreuses choses ces huit dernières années, mais la BAS entre actuellement dans une nouvelle phase où elle a besoin d'idées fraîches. À 54 ans, je dois bien réfléchir à ce que je veux encore faire. Vu que j'ai toujours travaillé auparavant à l'échelle internationale, rejoindre la GABV – le réseau mondial des principales banques durables – apparaît comme une transition naturelle dans ma carrière.

À cause de la crise sanitaire, tu n'as pas pu dire au revoir personnellement à beaucoup de collaborateurs, collaboratrices ou actionnaires. Comment le ressens-tu ?

Les dernières semaines ont été étranges. Je n'ai presque pas vu mon équipe et, maintenant encore, j'ignore qui je reverrai personnellement. Il est vraiment dommage que nous ayons dû reporter la fête du trentième anniversaire de la BAS à l'année prochaine. J'aurais aimé serrer la main de nos actionnaires. Je m'en vais emplir de gratitude à l'égard des personnes qui permettent à la BAS d'exister: mon équipe, notre clientèle et notre actionariat, qui nous ont soutenus même dans les moments difficiles tout en stimulant notre progression.

Qu'est-ce qui a changé entre la BAS de 2012 et celle d'aujourd'hui ?

Elle s'est ouverte, elle a beaucoup grandi et elle a gagné en maturité. La nouvelle identité visuelle a été le premier coup d'éclat, qui a affirmé publiquement la perception que nous avons de nous-mêmes. Sont venus ensuite les nouveaux bureaux à Lausanne, Genève et Zurich, sans oublier la nouvelle stratégie internationale. Nous comptons actuellement près de 40 000 clientes et clients, et plus de 8 000 actionnaires. Le total du bilan et des crédits a doublé, les fonds propres ont même triplé, et notre effectif a augmenté de moitié. Aujourd'hui, le conseil en placement a pris beaucoup d'importance. Nous avons professionnalisé la gestion de fortune et lancé le premier fonds de placement BAS. Nous avons également révisé les lignes directrices en matière de placement et de crédit, et introduit des rapports exhaustifs sur la durabilité.

Tu as dit que la BAS entrait dans une nouvelle phase. Pourquoi ?

Étant donné la persistance des taux d'intérêt bas, peaufiner ce que nous avons accompli jusqu'à ce jour ne suffit plus: nous devons déployer de nouvelles idées commerciales. On peut prédire que la numérisation va bientôt couvrir tous les domaines de l'activité bancaire. Par ailleurs, notre progression a influé sur notre culture d'entreprise et sur sa gouvernance ainsi que sur notre identité. La BAS doit maintenant faire une pause pour redéfinir ses valeurs et sa vision à l'interne. J'ai dû me poser la question: est-ce que je veux repartir plein gaz ou faire de la place à quelque chose de neuf ?

Tu vas devenir directeur exécutif de la GABV. Quelles tâches t'attendent ?

Depuis sa création en 2009, la GABV a connu une progression rapide et réunit aujourd'hui 62 banques du monde entier, qui orientent avec cohérence leur modèle d'affaires vers des besoins sociaux et écologiques. Un tel réseau recèle un énorme potentiel pour apprendre mutuellement, qu'il s'agisse de travailler de concert ou d'inciter d'autres entreprises à adopter nos principes et objectifs. C'est cela que nous visons dans le cadre de la stratégie 2023. Ma mission consistera à encourager le dialogue et la collaboration entre les membres, mais également à positionner la GABV en tant que modèle bancaire durable dans le monde financier, auprès des autorités comme des organisations et initiatives internationales.

La BAS a accueilli la réunion annuelle de la GABV en février, à Berne. Le point fort fut une conférence organisée conjointement avec le WWF. Outre les banques membres de la GABV, des représentantes et représentants de la place financière suisse y ont participé (voir en p. 14). Comment résumerai-tu cette assemblée ?

L'activité bancaire à orientation sociale et écologique est récemment devenue un sujet de réflexion dans le secteur financier. Hélas, beaucoup de banques abordent la question sous un angle stratégique restreint, c'est-à-dire en se demandant comment les activités durables peuvent leur faire gagner encore plus d'argent. Elles en oublient de se poser cette question fondamentale: en qualité de banque, que faisons-nous pour contribuer à rendre le monde plus durable et plus social? J'ai trouvé intéressant



Passages de témoin multiples en février 2020, à Berne: lors de la réunion annuelle de la Global Alliance for Banking on Values (GABV) (voir page 14), Martin Rohner remet le « bâton de parole » à Selim Hussain, PDG de la banque BRAC, au nom de la BAS qui officie comme hôte. Membre de la GABV, la banque bangladaisienne accueillera la réunion annuelle l'an prochain, avec Martin Rohner en tant que nouveau directeur exécutif de la GABV.

de voir comment nous avons réuni des gens très différents: PDG bancaires, jeunes en faveur du climat, personnalités issues des sphères politique et scientifique. Elles et ils ont échangé sous plusieurs formes, et j'ai eu le sentiment qu'une nouvelle prise de conscience du problème apparaissait également parmi les représentantes et représentants d'instituts bancaires bien établis. Je suis particulièrement heureux que le dialogue continue, aussi bien avec les autres banques qu'avec la jeunesse pour le climat.

Si toute la place financière suisse devient plus durable, quel rôle la BAS pourra-t-elle encore jouer ?

Notre rôle doit consister à mettre le doigt sur les questions sensibles, car on peut craindre un grand risque d'écoblanchiment – autrement dit, de voir les banques se contenter de repeindre en vert leurs relations publiques. Il est donc important que la BAS participe à la discussion avec les autres établissements et s'implique. L'évolution de ces dernières années nous en a rendus capables. La BAS a été invitée à parler d'activité bancaire durable avec l'Association suisse des banquiers et à présenter son modèle d'affaires lors de conférences bancaires traditionnelles. Cela montre que l'on nous prend davantage au sérieux qu'il y a quelques années.

Tu as fortement marqué la BAS. À l'inverse, qu'emmènes-tu avec toi à la GABV ?

Pas mal de cheveux gris et encore plus de bons souvenirs! J'ai beaucoup appris à la BAS; elle continuera à m'inspirer dans mon travail. Dans le réseau de la GABV, elle est l'une des banques les plus ambitieuses en matière d'orientation sociale et écologique et de réflexion éthique. Elle restera donc une référence importante dans mes tâches à venir.

Nous vivons les prémices d'une crise économique mondiale. Quels en sont les dangers pour les banques basées sur des valeurs éthiques ?

Les dangers sont les mêmes pour toutes les banques: les risques de crédit augmentent, les liquidités ont partiellement diminué et les bénéfices vont fondre.

Dans l'ensemble, toutefois, les membres de la GABV seront légèrement mieux placés que les autres banques, car leur résilience dépasse la moyenne. Leur capitalisation est meilleure et leur clientèle souvent très fidèle. Contrairement à la plupart des autres banques qui ont beaucoup souffert des ventes paniques de titres, la BAS n'en a vu quasiment aucune. Ce qui me préoccupe beaucoup, en revanche, est la situation au Sud: de nombreux pays vont perdre des années, voire des décennies dans leur lutte contre la pauvreté, ce qui posera de gros problèmes aux banques qui y sont actives.

Quelles en sont les conséquences pour la GABV ?

Il sera encore plus important de collaborer. Dans la situation actuelle, pouvoir échanger avec des banques partageant les mêmes idées et avec lesquelles nous ne sommes pas en concurrence s'avère extrêmement précieux. Nous apprenons les unes des autres. Nous distinguons bien plus rapidement des perspectives et des pistes de solutions. Pour ce qui est de la collaboration concrète, on peut imaginer que des banques de pays comme la Suisse – où le niveau de liquidités reste relativement élevé – mettent des fonds à disposition d'établissements dans des pays du Sud.

Selon toi, à quoi la GABV ressemblera-t-elle dans dix ans ?

J'ai pour objectif sa reconnaissance dans le monde entier en tant que réseau des principales banques durables et orientées vers des valeurs éthiques. Que de plus en plus de banques adhèrent à la GABV et choisissent de travailler selon ses principes. Au sein du réseau, il est prévu d'instaurer un échange vivant et une collaboration étroite, qui feront de nous bien plus que la simple somme de nos membres. J'espère qu'en gagnant en visibilité et en portée, la GABV inspirera d'autres actrices et acteurs – par exemple les banques traditionnelles – à s'engager plus sincèrement pour l'avenir de notre planète.

CRÉDITS-RELAIS COVID-19: UNE AIDE RAPIDE POUR LA CLIENTÈLE DE LA BAS

Melanie Gajowski, coresponsable du secteur Financement et membre de la direction de la BAS, détaille l'engagement de la Banque à ce jour dans le programme d'octroi des crédits-relais COVID-19 de la Confédération.

Le 25 mars 2020, le Conseil fédéral adoptait une ordonnance de nécessité sur l'octroi de crédits-relais cautionnés par la Confédération. Celle-ci a débloqué une aide de trésorerie de plus de 60 milliards de francs destinée aux entreprises, afin d'atténuer les impacts économiques de la pandémie de COVID-19. La BAS participe à ce programme: elle accorde, rapidement et sans tracasseries administratives, des prêts à ses clientes et clients en difficultés économiques à cause de la crise sanitaire.

La BAS a octroyé les premiers crédits-relais COVID-19 dès le vendredi 27 mars, c'est-à-dire deux jours seulement après l'entrée en vigueur de l'ordonnance de nécessité. Cela a demandé une semaine de travail intensif, pour lequel tous les secteurs de la BAS se sont mobilisés. J'ai été surprise et émue de voir l'ampleur de ce qu'une petite banque comme la nôtre peut faire en si peu de temps pour sa clientèle.

Au tout début du semi-confinement, nous avons mis en place un groupe de travail afin de réagir sans délai aux conséquences de la crise. La direction, la présidente de notre conseil d'administration ainsi que des collaborateurs et collaboratrices de différents services organisent, depuis lors et presque chaque jour, une conférence téléphonique. Elles et ils discutent des conséquences de la situation pour la Banque et sa clientèle. Nous avons commencé à élaborer des solutions avant même de savoir quelles mesures d'aide le Conseil fédéral allait édicter. Lors de la première semaine confinée, nous avons convenu avec quelques preneuses et preneurs de crédit de suspendre le remboursement contractuel des mensualités de leur emprunt - au moins pendant le premier trimestre de 2020 - pour assurer leurs liquidités.

9,7 millions de francs avancés sous la forme de crédits COVID-19

À fin mai 2020, la BAS avait octroyé 138 crédits-relais COVID-19, pour un montant total de 9,7 millions de francs. Un grand nombre de prêts atteignent environ 150 000 francs et beaucoup sont plus modestes, dans une fourchette de 5 000 à 20 000 francs. Les preneuses et preneurs de crédit représentent une large gamme de secteurs d'activité et sont de taille très variable, allant d'entreprises individuelles à des sociétés comptant plus de cent employé-e-s. Certaines d'entre elles disposaient déjà d'un financement de la BAS avant la crise sanitaire, alors que d'autres n'avaient encore jamais contracté un emprunt.

Il y a une histoire derrière chaque crédit COVID-19. Nous vous en racontons une en page 20. Chaque demande est différente, et nous n'avons pas toujours pu ou voulu entrer en matière. Nous avons donc décidé d'accorder des crédits-relais uniquement aux clientes et clients existant-e-s. Il importait à nos yeux de connaître les personnes et entreprises à qui nous octroyons des prêts, en cette période incertaine. Malgré le

contexte de crise et la pression du temps, nous souhaitons les accompagner avec toute l'attention nécessaire.

Factures payées, avenir incertain

Selon les conditions actuelles, tout crédit COVID-19 est à rembourser, même si la Confédération se porte garante. Pour certaines entreprises clientes, le seul moyen de régler les factures en suspens était d'emprunter de l'argent, bien que cela ne résolve pas la situation. Le Conseil fédéral assouplit petit à petit les mesures extraordinaires, mais nous en ignorons les effets à long terme sur les entreprises et les différents secteurs d'activité. Nous ne savons pas davantage comment le gouvernement réagirait face à une éventuelle deuxième vague d'infections. Nous continuerons à chercher des solutions viables pour chaque circonstance et à soutenir notre clientèle de notre mieux.

Informations supplémentaires sur les crédits-relais COVID-19 à la BAS: bas.ch/credit-covid19

TON APPRENTISSAGE À LA BAS

Une place d'apprentissage sera disponible à notre siège, à Olten, dès août 2021:

EMPLOYÉ-E DE COMMERCE (BANQUE), PROFIL E OU M

En trois ans, nous t'apprendrons tout ce que tu dois savoir en tant qu'employé-e de commerce (banque). Mais à la BAS, tu découvriras aussi comment une banque peut contribuer à rendre le monde meilleur.

Pendant ton apprentissage (en langue allemande), tu te familiariseras avec nos différents services ainsi qu'avec les nombreuses facettes de l'activité bancaire. La formation théorique aura lieu à l'école professionnelle d'Olten-Balsthal (KBS). Pour la formation bancaire et les cours interentreprises, tu iras au centre de compétences «Challenge Your Potential» (CYP).

Que dirais-tu de faire ton apprentissage d'employé-e de commerce dans une banque dont les valeurs sont plus nobles que le profit?

Envoie dès maintenant ta candidature en ligne à l'adresse www.bas.ch/apprentissage.

Sabrina Chetelat, collaboratrice du service du personnel, répondra volontiers à tes questions: sabrina.chetelat@abs.ch, tél. 062 206 16 22.

Note importante:
l'apprentissage se déroulera en langue allemande. Le lieu de formation est le siège social de la BAS à Olten.



Melanie Gajowski, coresponsable du secteur Financement et membre de la direction de la BAS.

UN PARACHUTE POUR LE PIONNIER

L'hôtel Balance, en Valais, est l'une des entreprises qui ont obtenu un crédit-relais COVID-19 par l'intermédiaire de la BAS. La BAS accompagne cette entreprise pionnière depuis 24 ans. Elle l'a également soutenue pendant la crise sanitaire.

Texte: Katrin Pilling

Roland Eberle a fondé l'hôtel Balance en 1984. S'il avait alors pu voyager dans le futur jusqu'en 2020, sa surprise aurait été grande. Il aurait sans aucun doute refait le plein d'énergie pour les années à venir. Encore marginales dans les années 1980, deux facettes essentielles de sa vie sont aujourd'hui au cœur de la société: l'agriculture biologique et l'alimentation végétarienne. En mai dernier, Bio Suisse - l'organisation faîtière de la production biologique en Suisse avec son label «Bourgeon» - annonçait un chiffre marquant: l'année passée, dans notre pays, la part de marché des aliments bio a dépassé pour la première fois la barre des dix pour cent. En Suisse et au Liechtenstein, 7300 exploitations agricoles produisent selon les directives strictes du Bourgeon. En outre, les modes d'alimentation végétarien et végétalien progressent dans toute l'Europe.

Le monde était bien différent en 1984: l'agriculture bio faisait figure d'exception, sans parler des supermarchés ou labels bio. Les personnes végétariennes étaient considérées, dans le meilleur des cas, comme des créatures exotiques. Or, à l'époque, Roland Eberle, originaire de Suisse alémanique et aujourd'hui âgé de 67 ans, avait déjà adopté le végétarisme et les aliments d'origine biologique. Il se souvient: «Je ne pouvais aller en vacances nulle part, avec ces choix de vie. Il était presque impossible de trouver un hôtel qui proposait des menus bio végétariens.» Cela faisait un moment que notre homme, formé en gestion d'entreprise, avait du mal à se passionner pour son travail d'enseignant dans une école du soir. Il a donc sauté le pas et ouvert, voilà 36 ans, le premier hôtel végétarien et bio de Suisse à 1100 mètres d'altitude, dans le petit village valaisan des Granges.

À la BAS depuis 24 ans

Six ans plus tard, la Banque Alternative Suisse avait à peine ouvert ses portes que Roland Eberle est venu y frapper pour en devenir client, avec son hôtel. Mais la jeune banque, elle-même au stade expérimental, a estimé le risque trop élevé. Elle a changé d'avis après six ans. L'hôtel Balance est aujourd'hui l'un des plus anciens clients de la BAS. Plusieurs développements et investissements ont eu lieu depuis lors, dans le cadre de ce partenariat. «À l'instar de la BAS, j'ai toujours voulu prouver la compatibilité entre la durabilité et la rentabilité», explique M. Eberle. Avec cette vision et son épouse Ulrike Eberle-Schatzmann - à ses côtés depuis 1987 -, il a fait de l'hôtel Balance ce qu'il est maintenant: un établissement où l'alimentation bio et végétarienne est reine et où la durabilité a la priorité dans tous les domaines. Roland Eberle choisit aussi de préférence des matériaux écologiques pour le mobilier, les produits de

Photo: mäd



nettoyage, les rénovations et les transformations. Le soleil chauffe la piscine naturelle, exempte de substances chimiques comme le chlore. L'installation photovoltaïque maison fournit la moitié de la consommation énergétique.

Un crédit-relais COVID-19 comme filet de sécurité

La période pionnière est loin derrière. Aujourd'hui, l'hôtel Balance plaît aussi bien à des clientes et clients individuel-le-s qu'à des groupes de séminaires. Quand la pandémie de coronavirus a frappé la Suisse, Roland Eberle était occupé à régler sa succession. «Nous sommes sans hôtes depuis la mi-mars. Ça ne pouvait pas plus mal tomber, car la saison commence normalement à ce moment-là», explique-t-il. Immédiatement après l'adoption de l'ordonnance de nécessité par le Conseil fédéral, Roland Eberle a demandé un crédit-relais COVID-19 à la BAS. Il a également conclu un accord avec la Banque afin de suspendre le paiement des encours dès le mois de juin. Le crédit COVID-19 cautionné par la Confédération et la possibilité de surseoir le remboursement des crédits BAS représentent des filets de sécurité solides, vu le niveau des coûts fixes mensuels. «Je garde l'espoir que nous n'en aurons pas besoin, que nous pourrions nous débrouiller de notre côté et rembourser le crédit-relais sans délai.» Quoi qu'il en soit, ces parachutes sont un soulagement, glisse Roland Eberle.

Très en avance sur son temps: l'hôtel Balance, en Valais, premier établissement végétarien bio en Suisse quand il a été fondé il y a 36 ans.

Plus d'informations:
hotel-balance.ch

«DANS MON DOMAINE D'ACTIVITÉ, JE CONNAIS DES GENS QUI FONT DES INSOMNIES AVANT UN RENDEZ-VOUS AVEC LEUR BANQUE. PAS MOI. EN FAIT, J'ATTENDS TOUJOURS CES MOMENTS AVEC IMPATIENCE, CAR MA RELATION BANCAIRE ME FAIT DU BIEN.»

TROIS PERSONNES NOUVELLEMENT ÉLUES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PAS DE DIVIDENDE

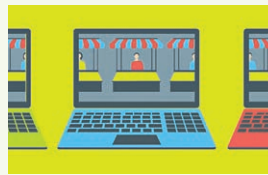
En raison de la crise sanitaire, la 29^e assemblée générale de la Banque Alternative Suisse s'est tenue le 26 mai 2020 sans la présence des actionnaires. La fête du 30^e anniversaire prévue après cette assemblée a été reportée en 2021.

Les actionnaires ont pu voter en ligne ou par correspondance jusqu'au 18 mai. En tout, 2414 personnes se sont exprimées par l'un de ces moyens. Elles ont approuvé toutes les propositions du conseil d'administration, en particulier:

- le rapport annuel du conseil d'administration, les comptes annuels et le rapport de l'organe de révision pour l'exercice 2019;
- l'attribution de 1,5 million de francs provenant du bénéfice annuel à la réserve légale générale, la dotation de 250 000 francs au Fonds d'innovation et le report à nouveau de 1,2 million de francs;
- le non-versement d'un dividende aux actionnaires pour l'exercice 2019, compte tenu de la crise sanitaire;
- la réélection de Braida Dür, Christina aus der Au Heymann et Gerhard Andrey au conseil d'administration pour un mandat de trois ans;
- l'élection de Christoph Birkholz, Valérie Clapasson et Véronique Gigon au conseil d'administration pour un mandat de trois ans;
- la non-élection d'un organe de contrôle d'éthique pour 2020, afin que le conseil d'administration puisse revoir et, si nécessaire, redéfinir le rôle et les tâches de cet organe;
- la création, en sus du capital ordinaire de 137 145 700 francs, d'un capital autorisé de 34 286 100 francs composé de 2661 actions nominatives de catégorie A d'une valeur nominale de 100 francs et de 34 020 actions nominatives de catégorie B d'une valeur nominale de 1000 francs.

Vous trouverez les chiffres de la Banque pour l'exercice 2019 dans les pages «BAS» de moneta 1-2020 ainsi que dans le rapport de gestion, disponibles sur www.bas.ch/moneta et sur www.bas.ch/rapports. Tous les résultats des votes de l'assemblée générale 2020 se trouvent sur: www.bas.ch/assembleegenerale.

SOLIDARITÉ AU QUOTIDIEN: LA NOUVELLE PLACE DU MARCHÉ EN LIGNE DE LA BAS



Depuis sa fondation, voilà trente ans, la BAS se perçoit comme faisant partie d'une grande communauté de solidarité. Cette perception d'elle-même se retrouve dans ses lignes directrices. La solidarité est plus que jamais nécessaire dans la crise sanitaire actuelle. Avec sa place du marché en ligne «Solidarité au quotidien», la BAS souhaite promouvoir l'action solidaire pendant et après la crise.

La plate-forme de la BAS présente – dans une première étape – une sélection d'engagements lancés par des partenaires de son réseau ou par d'autres organisations qui partagent les mêmes valeurs. Il est prévu d'élargir et de faire évoluer cette plate-forme. Prochainement, les entreprises preneuses de crédit à la BAS pourront faire part de leurs préoccupations ou de leurs idées en lien avec la pandémie. Promenez-vous dans ces pages et laissez-vous inspirer par une action de solidarité avec un impact direct!

www.bas.ch/solidarite-au-quotidien

CHANGEMENT AU SEIN DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Après huit ans et demi passés à la présidence de la direction de la BAS et à la tête du secteur Développement de l'entreprise, Martin Rohner quittera ses fonctions fin juin pour donner un nouveau cap à sa carrière (lire aussi moneta 1-2020 et l'interview en p. 17).

Dans la perspective de ce changement, le conseil d'administration réfléchissait encore à l'organisation future de la direction de la BAS au moment de boucler ce numéro de moneta.

SIMON RINDLISBACHER, RESPONSABLE MARKETING ET COMMUNICATION, A QUITTÉ LA BAS



Photo: Wolf Fotografie AG, Olten

Simon Rindlisbacher a quitté la BAS à la fin du mois de mai. Historien et spécialiste des médias, il avait rejoint la Banque en 2010 en tant que responsable de projet «communication d'entreprise». Il a chapeauté de nombreuses publications – dont le rapport de gestion – ainsi que les relations avec les médias et a représenté la BAS dans la rédaction de moneta. Pendant huit ans, il a aussi fait partie de l'asso-

ciation du personnel pour défendre les points de vue de ses collègues.

Le 1^{er} juin 2019, Simon Rindlisbacher avait succédé à Barbara Felix à la tête du service Marketing et communication. Malgré le peu de temps passé à ce poste, lui et l'équipe de projet ont posé un jalon important dans l'histoire de la BAS: l'organisation réussie de la réunion annuelle de la Global Alliance for Banking on Values, fin février (voir page 14.)

Avec Simon Rindlisbacher, la BAS voit partir un collaborateur très engagé et qui, en dix ans, avait acquis une parfaite connaissance de la Banque. Il a choisi un nouvel horizon professionnel. Nous le remercions chaleureusement de son engagement et lui souhaitons plein succès dans la suite de sa carrière. Au moment de la clôture de rédaction, la succession de Simon Rindlisbacher était également ouverte.

LE COURRIER

**Votre abonnement,
la garantie d'un
média indépendant**

**Essai Web
2 mois: CHF 19.-**



www.lecourrier.ch

Aussi comme abonnement-cadeau

filmingo

Streaming pour les cinéphiles

TRANSIT (2018)
de Christian Petzold

THE HAVRE
THE PRICE OF EVERYTHING
WORLDS APART
THE SONG OF MARY BLANE
LIKE FATHER, LIKE SON
DIE WILDE GÄNDE
DIE WILDE GÄNDE

Télécharger dans l'App Store
DISPONIBLE SUR Google Play

www.filmingo.ch

habitat durable
propriétaires responsables

Devenez membre!

Nos valeurs: Ecologie et éthique

Association des propriétaires pour l'habitat durable

www.habitatdurable.ch

BANQUE ALTERNATIVE SUISSE

Plus qu'une tendance.

artischok.net

Pour financer votre logement, vous cherchez une banque qui vous corresponde parfaitement ?

N'hésitez pas à nous contacter. Depuis 1990, la pionnière des banques durables !

www.bas.ch/votre-logement

« J'ai appris à mieux vivre avec les autres, à faire le deuil de certains aspects de l'état du monde et à mieux coopérer sur les questions écologiques »

POUR DÉCOUVRIR ET S'INSCRIRE AUX CONVERSATIONS CARBONE QUI DÉMARRENT CET AUTOMNE DANS PLUSIEURS VILLES !

www.artisansdelatransition.org

Artisans de la Transition

La Revue Durable

« Chaque pas dans la bonne direction a de la valeur »

Pour le théologien Ueli Wildberger, un changement de système s'impose, mais peut aboutir seulement à condition d'être porté par une large base. Il y travaille depuis plus d'un demi-siècle et ne perd pas espoir.

Propos recueillis par Sara Winter Sayilir

moneta: Ueli Wildberger, croyez-vous à un changement de système?

Ueli Wildberger Inévitablement, si vous regardez le monde tel qu'il est.

Pourquoi?

Notre empreinte écologique, au Nord, est beaucoup trop importante: nous consommons trop de matières premières, nous pillons de grandes parties du monde et de la nature. Cela doit cesser. Je suis donc très heureux qu'une majorité du mouvement en faveur du climat réclame un changement de système. J'espère aussi que nous apprendrons de la crise actuelle.

Que devrions-nous apprendre, selon vous?

Que vivre plus simplement est bénéfique. J'ai vécu et travaillé dans des communautés tout au long de ma vie. Chaque été, je rejoins une famille paysanne de montagne pendant deux ou trois semaines pour faire les foins, et je travaille de temps en temps dans une entreprise de jardinage. Je pense

que nous devons tendre vers une vie plus sobre et plus variée. Il revient à chacune et chacun d'entre nous de se demander comment y contribuer. En outre, les institutions, lois et conditions-cadres doivent changer pour permettre cette évolution.

Pas si simple, dans une société connectée à l'échelle mondiale. Par où faudrait-il commencer, en Suisse?

Il manque des espaces où nous pourrions nous interroger sur notre besoin de technologie. Nous devrions aussi pouvoir débattre démocratiquement des aspects fondamentaux de la production, mais pas à travers un marché anonyme où prédomine l'intérêt économique. Et tout le travail de lobbying qui, par définition, a lieu en coulisse devrait se faire au grand jour.

Depuis maintenant un demi-siècle, vous militez pour le changement de système, bénévolement et professionnellement. N'avez-vous jamais songé à vous lancer en politique?

Je fais de la politique au niveau de la base. Je crois nécessaire de débattre très largement des dérives, comme le font les mouvements en faveur du climat, contre le nucléaire, pour la paix et pour le droit à l'asile. Les partis ne devraient s'en préoccuper que par la suite. Ma conviction intime est que l'on apprend mieux par la pratique. Concevoir de belles théories ou discuter ne suffit pas: les choses changeront seulement si nous agissons. Le concept d'action non violente, de désobéissance civile constitue donc à mes yeux la voie idéale. Le risque intrinsèque rend les gens plus lucides, les fait réfléchir sérieusement. En même temps, on peut voir l'effet d'une telle action et ce qu'elle permet de changer.

Êtes-vous content du succès de votre engagement?

J'ai perdu l'habitude de me focaliser sur le succès. Avoir été objecteur de conscience pendant ma jeunesse n'a pas résolu la question de l'armée et de l'armement, bien sûr, mais il s'agissait d'une petite contribution. Après tout, nous avons maintenant un service civil en Suisse. Chaque pas dans la bonne direction en vaut la peine, et à mon avis, le chemin est le but. On doit en partie au mouvement antinucléaire le fait que plus aucune centrale nucléaire n'a été construite dans notre pays.

Le changement social exige de la ténacité. Avez-vous parfois douté du sens de votre engagement?

Pas fondamentalement, mais je pense que nous avançons toutes et tous à l'aveuglette, que ce soit en ce moment avec la crise sanitaire ou pour savoir comment agir face aux changements climatiques. Les réponses toutes faites n'existent pas. À vrai dire, je m'interroge et j'analyse sans cesse. Quel levier actionner? Comment renforcer le mouvement vers un mode de vie plus frugal dans le Nord global? Je vois ça comme un défi.

Vous êtes théologien réformé.

Quel rôle votre foi joue-t-elle dans votre persévérance?

Ma foi chrétienne est très importante et j'en tire beaucoup d'énergie dans mon engagement. Quand je ne sais plus où j'en suis ou quand je fais des erreurs, ma foi me redonne des forces. Ou alors je peux me dire: je ne suis pas seul responsable, laissons à Dieu le soin de décider comment les choses doivent évoluer. Voilà ce qui m'a toujours porté. La foi nourrit ma confiance fondamentale dans le fait que nous et le monde ne sommes pas en perte de vue.



Ueli Wildberger (*1945) a étudié la théologie. Il vit en communauté, est un adepte de la non-violence active et de la désobéissance civile, milite pour la paix et a co-fondé Peace Brigades International. Depuis sa retraite, il s'engage également en faveur de la simplicité volontaire, au sein du réseau de solidarité Solinetz Zurich, pour Sortons du nucléaire et dans le mouvement pour la décroissance. Depuis 2017, il préside de nouveau IFOR-MIR CH.

moneta

#2-2020

P.P. CH-4601 Olten Post CH AG

**Changer de système... Mais comment?
Par exemple avec des visions d'avenir positives,
un mouvement vers la transition et la responsabilisation du secteur financier.**